

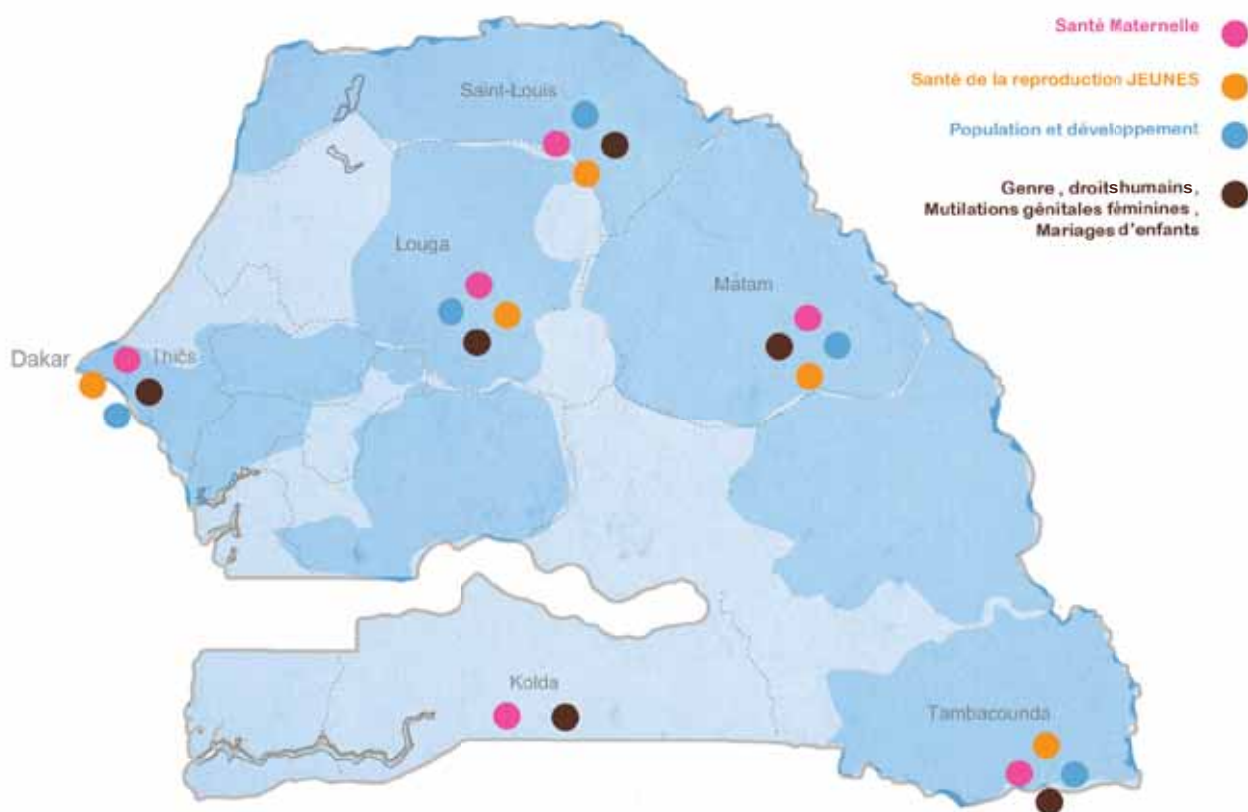


Vision

Revue annuelle du Bureau UNFPA Sénégal /// Edition 2016

Vies sauvées





Effet 1 - La disponibilité et l'utilisation des services intégrés de qualité de santé sexuelle et reproductive (y compris la planification familiale, la santé maternelle et le VIH) qui prennent en compte le genre et les droits humains accrues.



Produit 1 - La capacité nationale à renforcer la demande et l'offre de contraceptifs modernes est accrue.



Produit 2 - La capacité nationale à fournir des services complets de qualité de santé maternelle dans la zone d'intervention du programme est accrue



Effet 2 - La priorité accordée aux adolescents, en particulier les jeunes filles dans les politiques et programmes nationaux de développement, notamment à travers la disponibilité accrue de l'éducation sexuelle complète et l'offre de santé sexuelle et reproductive, renforcée.



Produit 3 - La capacité nationale à conduire un plaidoyer basé sur les évidences en vue d'intégrer les droits/besoins des adolescents/jeunes dans les lois, politiques et programmes nationaux, y compris en situation d'urgence humanitaire, accrue.



Produit 4 - La capacité nationale à élaborer et appliquer des curricula sur la santé sexuelle et de reproduction des adolescents / jeunes promouvant les droits humains en milieu communautaire, scolaire et sanitaire, accrue

Edito



**Représentant Résident
UNFPA Sénégal
Mme Andréa Wojnar Diagne**

Tirer profit du dividende démographique en investissant dans la jeunesse

C'est le thème retenu en 2017 par l'Union Africaine. Le Sénégal s'est résolument engagé dans cette voie. Déjà, en 2016, le pays a franchi une nouvelle étape, vers la capture du dividende démographique. Sous le leadership du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, suite à un processus participatif soutenu par UNFPA, fondé sur une approche multisectorielle, le Sénégal dispose d'un document de référence, assorti d'un plan d'action, qui présente les options stratégiques majeures pour récolter un dividende démographique pour un Sénégal Emergent.

Le développement du capital humain reste une forte priorité nationale. En effet, le Sénégal ne pourra s'engager sur la voie de l'émergence que lorsque les jeunes seront en bonne santé, bien informés, bien formés, instruits et équipés pour contribuer au développement. Le potentiel des adolescentes ne pourra être accompli, que lorsqu'elles seront préservées des grossesses précoces, du VIH, des mariages d'enfants, des mutilations g  n  tales féminines. Je me réjouis qu'un vent d'éveil de conscience, d'espoir, souffle sur le Sénégal. En effet, les jeunes ont pris leur destin en main. Ils sont en première ligne dans la lutte contre les mariages et les grossesses précoces et les mutilations g  n  tales féminines, à travers plusieurs campagnes au niveau communautaire et sur les réseaux sociaux.

Mais pour pouvoir jouer ce rôle d'agent de transformation sociale, adopter des comportements responsables, les jeunes doivent pouvoir disposer d'informations appropriées, adaptées à leurs besoins. La ligne verte Gindima 200365, «   claire-moi », est une fierté pour UNFPA, car c'est une initiative concrète qui vient combler le déficit d'informations des adolescents jeunes. Innovation majeure, Gindima utilise le téléphone mobile, comme un moyen privilégié pour communiquer avec les adolescents/jeunes. C'est aussi, le résultat d'un processus participatif, conduit sous le leadership du Ministère en charge de la jeunesse, avec l'implication du Ministère de la santé, de l'éducation, de la société civile.

L'année 2016 a été une année riche en interventions en faveur de la réduction de la mortalité maternelle, néonatale et infantile. Malgré une baisse (540 à 315 décès pour 100 000 naissances vivantes entre 1992 et 2015), le ratio de mortalité maternelle reste encore élevé au Sénégal. Le développement d'approches novatrices et à grande échelle comme la surveillance des décès maternels et riposte, peut contribuer à infléchir la courbe des décès maternels. Le défi reste important, car il s'agira, d'ici 2030, de réduire la mortalité maternelle à 70 décès pour 100 000 naissances vivantes, la mortalité néonatale à 12 pour mille. Ces objectifs sont ambitieux, certes, mais l'UNFPA sera toujours aux côtés du Sénégal tant que ce défi existe.

C'est le lieu pour moi, de remercier le Gouvernement du Sénégal, les Parlementaires, les partenaires au développement, les ONG, la société civile, les prestataires de santé, les acteurs communautaires, les leaders religieux, nos Champions du monde du sport et de la musique, tous ceux qui s'investissent chaque jour aux côtés de l'UNFPA pour faire en sorte que chaque grossesse soit désirée, chaque accouchement soit sans danger et le potentiel de chaque jeune soit accompli.



Scannez le QR CODE avec votre smartphone pour découvrir l'homme qu'il fut.

5.

Santé maternelle
/ Planification Familiale

26.

Mutilations
génitales féminines
& Mariages d'enfants



6.

L'audit des décès
maternels sauve
des vies

23.

Population
et développement



12.

Prevalence
contraceptive
à Tambacounda

21.

Près de 1718
personnes touchées
par la Caravane de
projections de la
série «C'est la vie!»



16.

Lutte contre
la fistule
obstétricale

19.

Santé de la reproduction
des Adolescent (e)s / jeunes

Directeur de publication - Andréa Wojnar Diagne . Coordination - Ndéye Diop Niang.

Ont contribué : Diatta Camara - Boureima Diadie - Andréa Wojnar Diagne - Dr Ndéye Fatou Ndiaye Diaw - Papa Madiop Diop - Moussa Faye - Babacar Gueye - Dr Kalidou Konté - Aboubacrine Ndiaye - Laty Gueye Ndoye - Ndéye Diop Niang - Lydie Kabou Sanka - Raby Seydou Tall - Ahmidou Thiam - Dr Selly Kane Wane.

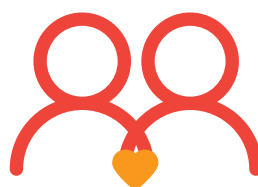
Photographie : MSAS - MSI - UNFPA-SENEGAL - Mandiaye Petty Badji

Consultance et Expertise : YUX Dakar - the digital user experience lab. Kofi sika LATZOO (Directeur de Création , Designer graphique consultant). Idrissa Sané (Journaliste consultant)

Santé Maternelle Planification Familiale



223
Décès
maternels
évités



781 143
couples années protections
générées



34 612
Avortements
à risques évités

101 019
Grossesses
non désirées
évitées

L'audit des décès maternels sauve des vies

Les causes des décès maternels ne sont plus enveloppées dans le linceul de la fatalité. Elles sont examinées sans complaisance dans une perspective de prévenir les mêmes erreurs pouvant entraîner d'autres pertes en vies humaines. L'audit systématique des décès maternels a été un déterminant dans la baisse de la mortalité maternelle à Tambacounda.



La journée commence sur les chapeaux de roue. Le médecin-chef régional était déjà à son poste lundi peu avant 8 heures. Il a déjà échangé avec un jeune qui sort de son bureau avec une chemise contenant des dossiers. Il ne lui reste que quelques minutes pour notre entretien. Dr. Abib Ndiaye, comme d'autres praticiens mène une course contre la montre. Tout est une urgence médicale dans la région de Tambacounda. « J'ai la chair de poule à chaque fois que je vois le nombre de décès maternels. On ne meurt pas autant du VIH, du paludisme et d'autres maladies. Porter une grossesse qui devrait être un événement heureux, constitue un drame dans cette région », s'alarme Dr. Abib Ndiaye, médecin-chef régional de Tambacounda. De toutes les contraintes, c'est la mortalité maternelle qui préoccupe le plus le médecin-chef régional. C'est souvent avec le cœur lourd qu'il analyse les causes de ces décès maternels. « La région de Tambacounda est caractérisée par beaucoup de défis sanitaires. Il s'agit de la mortalité maternelle, néonatale et infantile, la prévalence du paludisme, la prévalence élevée du VIH/Sida, la malnutrition qui perdure même si la tendance est à la baisse. Et, de tous ces défis, la lutte contre la mortalité maternelle, néonatale et infantile est la priorité des priorités. Nous perdons beaucoup de femmes, de nouveau-nés et d'enfants malgré tous les efforts déployés par l'Etat et les partenaires comme l'UNFPA depuis plusieurs décennies », s'alarme Dr Abib Ndiaye.

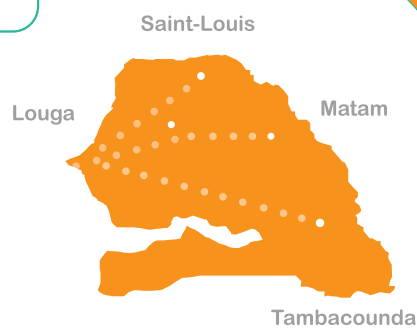
La baisse des décès est le bon point de l'audit des décès

Dans la région de Tambacounda, les praticiens passent à la loupe les décès maternels. L'objectif, c'est d'identifier les causes, de situer les responsabilités, de tirer les enseignements et par ricochet de sauver des vies. Depuis 2014, sur instruction de la Direction de la Santé de la Reproduction et de la Survie de l'Enfant et avec l'appui des partenaires, notamment l'UNFPA et les Fonds Muskoka, la région de Tambacounda a systématisé l'audit des décès maternels. Un comité technique restreint se réunit pour diagnostiquer les causes et proposer des solutions pour éviter que la même erreur se reproduise. «Lorsqu'on fait l'audit d'un décès, c'est pour comprendre le parcours de la femme. Nous cherchons à savoir si elle a fait ses visites prénatales. Nous nous intéressons aux conditions de son évacuation pour savoir si elle est arrivée à temps à la structure de santé ? Si elle y a été prise en charge comme il se doit ? », détaille le médecin-chef régional. Ces audits ont contribué au léger repli de la mortalité maternelle. « La région a été plus agressive dans la surveillance des décès entre 2015 et 2016. Nous avons enregistré des résultats avec la baisse du nombre de décès maternels qui a chuté de 133 en 2015 à 117 en 2016. C'est encore timide. Mais nous pouvons dire que les audits ont contribué au recul des décès maternels », a affirmé la coordonnatrice de la santé de la reproduction, Mme Khadidiatou Sow.



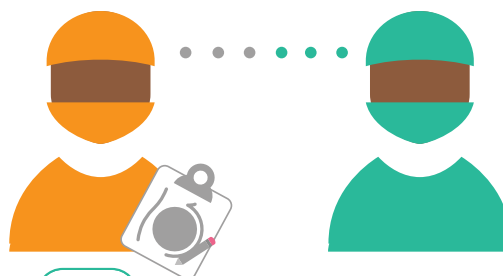
60

Audits de décès maternels réalisés dans les régions du Sénégal (sur cible de 48)



370

Prestataires de Santé formés sur les audits de décès maternels (sur cible de 68)



1^{ère} Conférence nationale multisectorielle sur la surveillance des décès maternels et riposte (SDMR)

« Agir ensemble pour stopper les décès évitables des mères »

« **Agir ensemble pour stopper les décès évitables des mères** ». C'était le thème de la première Conférence nationale multisectorielle sur la surveillance des décès maternels et riposte (SDMR), tenue le 22 décembre 2016 à Dakar avec l'appui de l'UNFPA et des Fonds Muskoka. «La mortalité maternelle est trop élevée chez les adolescentes avec beaucoup de complications liées à l'accouchement et cela est un élément crucial que nous devons prendre en compte au niveau de nos politiques de santé », a insisté le ministre, Awa Marie Coll Seck.

C'était l'occasion pour les participants de faire le point sur la surveillance des décès maternels et de dégager des solutions idoines pour les faire reculer. En tout état de cause, les pertes de vie au cours de l'accouchement restent un sujet de préoccupation pour les autorités en charge de la politique sanitaire du Sénégal. «Parmi les problèmes qui nous préoccupent, ceux relatifs à la réduction de la mortalité maternelle et néonatale se situent en première place et méritent une attention soutenue de l'ensemble des parties prenantes et des acteurs», a souligné Awa Marie Coll Seck.

Une étude de l'OMS et de la Banque mondiale montre que le ratio de mortalité maternelle est passé **en 2015 à 315 décès pour 100.000 naissances vivantes**. « Ce qui veut dire que chaque jour, 4 à 5 femmes meurent de complications liées à la grossesse et à l'accouchement, et

cela, malgré tous les efforts que nous avons eus à faire », s'est désolée la Ministre. Quant à la Représentante Résidente du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), Andrée Wojnar Diagne, elle est revenue sur l'agenda international. « Les objectifs de réduire la mortalité maternelle à 70 décès pour 100.000 naissances vivantes et la mortalité néonatale à 12 pour 1000, d'ici à 2030 sont ambitieux. Ils exigeront le développement et l'application d'approches novatrices à grande échelle, comme la surveillance des décès maternels, pour espérer un impact accéléré ».



Awa Marie Coll Seck, Ministre de la Santé et de l'Action sociale du Sénégal

Généralisation de la SDMR

Depuis 2015, la Surveillance des Décès Maternels et Riposte (SDMR) est de rigueur dans 14 régions médicales du Sénégal. Cette approche a permis d'appliquer des solutions basées sur les évidences avec des effets sur la baisse des décès maternels évitables ainsi que le renforcement des capacités des acteurs intervenant à la base. A cela s'ajoutent l'existence d'un document officiel relatif aux Directives Nationales sur la SDMR et sa prise en compte dans le Plan Stratégique en Santé de la Reproduction, Maternelle, Infantile et de l'Adolescent (SR-MNIA) qui est arrimé sur les Objectifs de Développement Durable.

Dr. Toura Sylla, gynécologue au Centre Hospitalier Régional de Tambacounda.



L'ambition de réduire la mortalité maternelle

Dr Toura Sylla est un vrai missionnaire de la santé. C'est par conviction qu'il est venu exercer son métier à Tambacounda, une zone caractérisée par une forte mortalité maternelle, néonatale et infantile.

Dans le nouveau bloc de la maternité du Centre hospitalier régional de Tambacounda, c'est la journée continue jusqu'au-delà de 17 heures. Les couloirs grouillent encore de malades alors qu'il fait presque nuit. Comme ses autres collègues, Dr Toura Sylla est dans sa salle de consultation. Il ne sait pas à quelle heure il quittera la maternité. La veille, c'est-à-dire, dimanche, il n'avait pas fermé l'œil. « Dans la région de Tambacounda, un gynécologue n'a pas une vie de famille », prévient le praticien. La surcharge de travail est énorme. Cette contrainte est loin de décourager ce spécialiste, né à Kédougou et qui a fait ses études secondaires au lycée de Tambacounda.

Le gynécologue a embrassé ce métier comme on entre en religion. « J'ai plusieurs motivations. Il y a des motivations qui sont liées d'abord au fait que c'est ma localité. La deuxième chose, je suis animé d'une ambition de réduire la mortalité maternelle et néonatale », a indiqué le gynécologue. Cet ancien interne des hôpitaux de Dakar et de Paris avait choisi l'hôpital de Tambacounda pour son stage rural, en août 2010. Depuis cette date, Dr Toura Sylla est au service des populations. Il a vite gravi les échelons. Depuis 4 ans, il est l'actuel chef de service de gynécologie et d'obstétrique. Il souligne le problème de la disponibilité de ressources humaines de qualité. « A partir de Tambacounda, les deux gynécologues les plus proches sont dans un rayon d'environ 400 km. Le gynécologue de Tambacounda est à 300 km de celui de Kolda et environ à 300 km de celui de Kaolack. La région de Kédougou vient d'avoir son gynécologue », note le chef de service de gynécologie obstétricale de l'Hôpital de Tambacounda.

Santé sexuelle et reproductive en situation d'urgence Plaidoyer pour une priorisation des besoins

La Journée mondiale de l'aide humanitaire, célébrée le 19 Août de chaque année, a été l'occasion pour la Représentante Résidente du Fonds des Nations Unies pour la population (Unfpa), Andrea Wojnar Diagne, lors d'une rencontre avec la presse, de plaider en faveur de la priorisation, à côté des autres besoins classiques, des besoins en santé reproductive et sexuelle. Lesquels, a-t-elle expliqué, sont « si intimes et si importants pour la dignité et au bien-être humain ».

Dans les situations d'urgence (catastrophes, conflits et vulnérabilités aiguës), la santé sexuelle et reproductive est généralement délaissée au profit des besoins primaires.

Pourtant, « l'accès aux services de santé de la reproduction, la prévention des grossesses non désirées et du VIH en situation de crise sont tout aussi cruciaux que la nourriture, l'eau et l'abri ». Les crises humanitaires, avec leur lot de désastres, contribuent à aggraver le nombre de cas de mortalité maternelle.

« Chaque jour, 830 femmes et adolescentes meurent de complications liées à leur grossesse ou à leur accouchement. 500 de ces décès se passent dans des situations d'urgence ou dans des Etats fragiles », a avancé Mme Diagne. Pour Cheikh Bamba Diop, de la Direction de la Santé de la Reproduction et de la Survie de l'Enfant (DSR/SE), dans les situations d'urgence, il y a toujours des oubliés en ce qui concerne la maternité. Pis, a-t-il ajouté, les soins dont devraient bénéficier les populations sont parfois en dehors des structures de santé. M. Diop a rappelé les priorités de l'Etat du Sénégal pour l'amélioration de la santé des groupes les plus vulnérables.



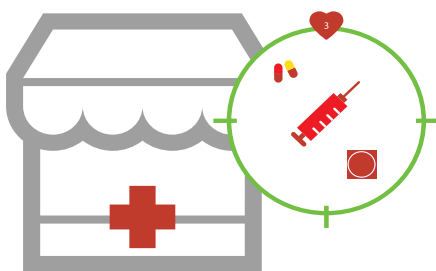
Des résultats encourageants dans l'axe Nord

Le Programme d'appui pour l'accélération de l'atteinte des OMD 4 et 5 dans les régions d'intervention de la Coopération du Luxembourg (Thiès, Louga, Saint-Louis et Matam) a engrangé des résultats encourageants. Mis en œuvre dans le cadre du troisième Programme Indicatif de Coopération entre le Sénégal et le Grand-Duché du Luxembourg, ce programme administré par l'UNFPA a été à la base du démarrage des activités du bloc de soins obstétricaux et néonataux d'urgence (SONU) de Dahra, dans la région de Louga.

Le carnet des activités de cette structure indique que 94 femmes ont bénéficié de la césarienne en septembre 2016 contre 19 pour la même période en 2015. L'augmentation des femmes césarisées s'est traduite par une légère hausse du taux de césarienne à l'échelle régionale. Celui-ci est passé de 3,85 % en 2015 à 4,4 % au troisième trimestre de 2016 pour un objectif de 5 %. En outre, dans la région de Matam, la Surveillance des Décès Maternels et Riposte (SDMR) est intégrée dans le cahier de charges des structures sanitaires. A cet effet, les acteurs communautaires ont joué un rôle clé dans la notification des décès. Cette notification a contribué à rendre disponibles les données sur les décès maternels qui étaient de 32 en 2012, 63 en 2015 avant de retomber à 34 décès maternels en 2016. Leur documentation a mis en évidence les causes. Il s'agit des hémorragies liées à la délivrance et les hémorragies rétro placentaires (HRP) responsables de 50% des causes de décès. Sur le registre de l'augmentation de la demande en service de santé maternelle et néonatale, 1160 femmes enceintes ont été référées grâce aux caisses de solidarité en 2016 sur une cible de 873 contre 793 en décembre 2015.

Saint-Louis affiche un taux de prévalence contraceptive de 21 %

Le taux de prévalence contraceptive de la Région Médicale de Saint-Louis a franchi la barre de 20 % en 2015 pour atteindre les 21 % en 2016. Ces résultats sont le fruit des efforts des partenaires comme l'équipe mobile de Saint-Louis sous la direction de Marie Stopes International qui a touché 16.068 Couple Année Protection (CAP) au troisième trimestre de 2016 sur une cible annuelle de 7000. Le défi, c'est la fidélisation des clientes dans les régions nord et la maîtrise de l'information sanitaire dans une perspective de renforcer la qualité des données. D'où la formation de (13) dépositaires et deux (2) pharmaciens de Saint-Louis et de Louga sur CHANNEL, un logiciel de gestion de médicaments essentiels. A cela s'ajoutent 3228 femmes bénéficiaires du dépistage du cancer du col et du traitement des IST sur une cible annuelle de 2500 soit une performance de 129 %.



202

Points de prestation de services offrent au moins 3 méthodes de planification familiale



38

Structures de Santé dans les zones d'interventions ont reçu un appui en matériel



235

Dépositaires ciblés ont été formés sur la gestion de stocks de produits (sur une cible de 160)

Bintou Diop Ndiaye

« Je forme mes pairs sur la pose des méthodes de contraception de longue durée »

« Je fais partie de celles qui ont bénéficié d'une formation sur la pose des méthodes de contraception de longue durée. A mon tour, je forme mes pairs », témoigne la sage-femme Bintou Diop Ndiaye. « Dans le mois, je peux faire également plusieurs dizaines d'échographies », note-la prestataire de santé qui officie dans la région depuis 2011. Depuis son arrivée au centre de référence, après un passage à Dianké Maka, Bintou Diop réactualise et améliore ses connaissances, grâce avec l'appui technique et financier de l'UNFPA.



Un plan stratégique sage-femme élaboré

La Journée internationale de la Sage-femme a été célébrée le 5 Mai. L'Association Nationale des Sages-Femmes d'Etat du Sénégal (ANSFES), en partenariat avec le Ministère de la Santé et de l'Action sociale et le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), a organisé un précongrès stratégique sur la pratique de sage-femme et un congrès scientifique sur la santé de la mère et du nouveau-né et sur l'amélioration des conditions de travail de la sage-femme. A cette occasion, les sages-femmes ont présenté le plan stratégique sage-femme 2017-2020 et plaidé pour la mise en place de l'Ordre des sages-femmes.

Mame Maïmouna Guindo, Marraine de quartier (Bajenu Gox)

Une vie au service de la santé des mères et des enfants

Depuis une trentaine d'années, Mame Maïmouna Guindo est active sur le terrain de la sensibilisation pour prévenir les décès maternels, néonataux et infantiles. Elle est aussi sur le front de la promotion de la planification familiale, la lutte contre les mariages et les grossesses précoces. Sa vie se résume à l'éveil des consciences.



Au quartier « Dépôt » de Tambacounda, Mame Maïmouna Guindo n'est pas une inconnue. Elle connaît très bien son quartier. Le contraire aurait étonné. Elle est née et a grandi à Tambacounda. Durant son adolescence, elle faisait partie de celles qui distribuaient de l'eau, arrangeaient des chaises pour les séances de sensibilisation sur les questions liées à la santé. Au fil des années, elle devient une actrice de la promotion de la santé. Lorsqu'elle sillonne les ruelles, ou rentre dans une maison, elle prête attention au changement physiologique des femmes, des enfants de moins de 5 ans. Elle veille sur tout ce qui peut hypothéquer la santé de cette couche de la population. « En Afrique, les femmes cachent leur grossesse. Elles ne veulent pas que l'entourage soit au courant qu'elles sont enceintes. Donc, elles font leurs premières consultations à partir du 6e mois de la grossesse. Mon rôle, c'est de me rapprocher de ces femmes, avec une approche qui tient compte des réalités socioculturelles, pour les convaincre à se rendre à l'hôpital », explique Maïmouna Guindo.

L'assistance ne se limite pas seulement la grossesse. La marraine de quartier s'assure que la femme respecte les rendez-vous postnataux et le calendrier de vaccination de l'enfant. Mame Maimouna Guindo a peu de temps pour elle et pour sa famille. « En rapport avec la sage-femme ou l'infirmier chef de poste, nous partons à la recherche des perdues de vue. Certaines oublient leurs rendez-vous. Il faut aller à leur rencontre pour savoir ce qui ne va pas », confie Maïmouna Guindo qui porte cette action dans son cœur.



Prévalence contraceptive à Tambacounda

Un bond en avant

Les lignes bougent dans la région de Tambacounda. Le taux de prévalence contraceptive est passé de 4% en 2012 à 11 % en 2016. Ces résultats encourageants sont le fruit des actions mises en œuvre avec l'appui de l'UNFPA.

La salle de causerie du service de la santé de la reproduction de Tambacounda ressemble à une salle de classe. Des femmes enceintes, d'autres tenant dans leurs bras leur nouveau-né suivent les conseils de Khadidiatou Bâ Sow, la coordonnatrice de la santé de la reproduction à Tambacounda. Elle prodigue des conseils pour prévenir le cancer du col de l'utérus. Les causeries sont une entrée en matière pour toutes les femmes qui viennent la matinée au centre de référence pour des consultations.

« La sensibilisation, ce n'est pas facile », avoue la praticienne. Elle peut bien ajouter que l'information, l'éducation et la communication portent bien leurs fruits dans la région de Tambacounda. Ici, grâce à l'appui de l'UNFPA, les agents de santé, les marraines de quartier « Bajenu Gox » ont prêché la bonne parole dans les contrées les plus éloignées faisant ainsi reculer les barrières socioculturelles. Les services de la planification familiale sont désormais accessibles dans des zones inaccessibles. « Il y a des zones où on était resté des années, sans avoir 1 % de taux de prévalence contraceptive. Si nous prenons les zones de Makacoulibanta et de Dianké Maka, il n'y avait pratiquement pas une couverture en planification familiale. Maintenant dans ces zones, on est allé jusqu' à 7 % de taux de prévalence contraceptive.

On peut dire qu'il y a une amélioration », a fait remarquer Khadidiatou Bâ Sow. Les localités de Makacoulibanta et de Dianké Maka sont des zones isolées mais ces sites reflètent les progrès accomplis par la région en matière de santé de la reproduction. Le taux a bondi entre 2012 et 2016. « Pour la planification familiale, la région avait un taux de prévalence de 4 %. C'était l'un des plus faibles du Sénégal. Actuellement nous sommes à 11 %. Beaucoup de progrès ont été accomplis », s'est félicitée la responsable de la santé de la reproduction. Ces performances ne sont pas tombées du ciel. Elles sont le fruit d'une organisation, et des campagnes de sensibilisation. « Il y a une bonne information des agents communautaires. Grâce à l'appui de l'UNFPA, nous avons organisé des « Bajenu Gox ». Ces dernières surveillent les femmes durant la grossesse et en période post-partum. Les femmes allaitantes sont informées de l'intérêt de l'utilisation des services de la planification familiale. C'est un peu dans la continuité des consultations prénatales », détaille Kadidiatou Bâ Sow.

La planification familiale mieux acceptée grâce à « L'Ecole des Maris »



L'implication des hommes fait tomber les barrières socioculturelles à Makacoulibanta dans la région de Tambacounda, à plus de 450 km à l'Est de Dakar. Regroupés autour de « L'Ecole des Maris », ils mènent des campagnes de sensibilisation. Le taux de prévalence contraceptive qui était à moins de 1 % a atteint 7 %.

La zone de Makacoulibanta rentre dans le cliché des zones éloignées au Sénégal. Son enclavement et son éloignement ont favorisé le conservatisme. Les us et les coutumes, la tradition ont encore tout leur poids. Il y a moins de 4 ans, la planification familiale était un sujet tabou. L'échange sur cette question n'était pas vu d'un bon œil. Conséquence, aucune femme n'avait adopté l'espacement des naissances. « Personne n'osait parler de la planification familiale car elle était interprétée comme contraire à la religion. Il était fréquent de voir une femme tomber enceinte trois mois après son accouchement », a témoigné Fodé Kane, un des membres de l'Ecole des Maris. La situation était alarmante. L'état de santé des femmes et des enfants se dégradait.

Au regard de ces conséquences, « l'Ecole des Maris », a été ouverte avec l'appui de l'UNFPA. Désormais, les hommes modèles portent le plaidoyer pour sauver leurs femmes et leurs enfants. « Nous organisons de façon régulière des causeries, des visites à domicile, des focus groupes avec des religieux et des imams pour sensibiliser les hommes sur la planification familiale. Aujourd'hui, à Makacoulibanta, les gens ont commencé à avoir une autre perception sur la planification familiale », a rapporté Fodé Kane, un membre actif de l'Ecole des Maris. L'impact de l'engagement des hommes est mesurable. Le taux de prévalence contraceptive qui était à moins de 1 % a atteint 7 %. C'est pour cela que les acteurs prêchent l'extension de l'initiative « Ecole des Maris » dans d'autres districts pour infléchir davantage la courbe de la mortalité maternelle et néonatale dans cette partie du Sénégal.



MOUSSA TRAORE

Un mari qui vante les bienfaits de la planification familiale

Le militaire à la retraite, Moussa Traoré est issu d'une grande famille religieuse de Tambacounda. Il s'est marié à Diénéba Sané. Ce couple a adopté la planification familiale. Le militaire a pris le temps de s'informer en lisant des journaux, en suivant des émissions à la radio et à la télévision. « La planification familiale, ce n'est pas l'arrêt des naissances, ni la limitation des naissances qui sont contraires à l'Islam. La planification familiale, c'est l'espacement des naissances », clarifie Moussa Traoré. « J'ai pu mesurer l'importance de la planification familiale. La femme se repose au plan physique. Sa santé n'est pas fragile. Le mari a le temps de faire des économies pour bien s'occuper de la progéniture », énumère Moussa Traoré.

La caravane des jeunes champions pour booster la planification familiale

Les stratégies ne manquent pas pour relever le niveau de prévalence contraceptive. La caravane des jeunes champions a donné un coup d'accélérateur à l'accès des femmes aux produits contraceptifs en 2016. En l'espace d'une semaine, la caravane a sillonné, les zones les plus reculées de Tambacounda et de Bakel. Une équipe pluridisciplinaire, composée de relais, de pairs éducateurs, de sages-femmes, de marraines de quartier, de laborantins, a investi les zones reculées et difficiles d'accès. Elle a réussi le pari d'enregistrer une adhésion massive des femmes à la planification familiale. « Les Centres Conseils Ado de Bakel et de Tambacounda ont ciblé des zones où les femmes n'avaient jamais entendu parler de la planification familiale. Dans chaque localité, nous offrons des services intégrés », explique le coordonnateur du CCA de Tambacounda, Madou Cissé. En si peu de temps, l'équipe a changé la donne dans des localités isolées, où la tradition a encore toute son influence. « Lorsque nous avons fait le bilan, il y a eu 1800 dépistées du VIH. Les sages-femmes ont consulté 900 femmes. Nous avons 900 nouvelles adhésions à la contraception », s'est réjoui Madou Cissé pour qui cette caravane a eu un succès retentissant.

15 740

nouvelles utilisatrices de planification familiale
ont été enregistrées dans la région médicale
de Tambacounda



663

agents communautaires formés
sur les initiatives communautaires
(sur une cible de 550)



Lutte contre la fistule obstétricale

Des camps de réparation pour redonner aux femmes leur dignité



Avec l'appui de l'UNFPA et sous le leadership de la Direction de la Santé de la Reproduction et de la Survie de l'Enfant, 4 camps de réparation des fistules ont été organisés à Tambacounda, Kolda, Kédougou et Dakar. L'approche holistique est la clé de réussite de l'organisation des camps d'opérations de fistules obstétricales. Selon le chargé de programme assistance médicale et chirurgicale à AMREF au bureau régional de Kolda, Mamadou Diouf, l'implication des acteurs à tous les niveaux notamment les Ongs, prestataires de santé, hôpitaux a été déterminante. En effet, l'Ong AMREF a coordonné les activités en collaboration avec d'autres Ongs pour la sensibilisation et l'identification des femmes victimes. L'Ong FODDE est intervenue à Kolda, Tostan à Sédhiou, Kolda et Kédougou, et WHEPSA dans la zone nord à Matam, Thilogne, Ranérou, Podor et Pété, et le CLVF dans la région de Tambacounda. L'hébergement des femmes a été facilité par le Centre Départemental d'Assistance et de Formation pour la Femme (CEDAF). La prise en charge médicale, a été assurée par l'équipe du Service Urologie de l'Hôpital général de Grand Yoff et celle des hôpitaux régionaux. A cet effet, le Directeur du Centre hospitalier de Kolda, Dr. Cheikh Mbaye Seck, a salué l'organisation des camps de réparation de fistules obstétricales qui permettent également de renforcer les capacités du personnel de santé dans les régions de Sédhiou, Kolda, Tambacounda et Kédougou.

Le défi de l'identification des femmes victimes de fistules

Le point focal des questions de la santé de la reproduction à l'Ong FODDE, Mame Yacine Cissé Diop, ne dissocie pas la prise en charge des fistules de la lutte pour l'abandon de l'excision, les mariages et les grossesses précoces. Sur le terrain de l'identification des femmes victimes de fistules, l'innovation a été l'implication des marraines de quartier des tradipraticiens, des leaders communautaires, des religieux, des organisations de femmes et des jeunes. « Lors des séances de sensibilisation de proximité, causeries, des émissions radiophoniques pour informer les populations, nous mettons l'accent sur les causes, les signes qui peuvent aider à reconnaître la femme souffrante de fistule obstétricale. Mais il reviendra aux médecins de confirmer que c'est une fistule », précise Mame Yacine Cissé Diop. Surtout que, confie-t-elle, « 90 % des femmes que j'ai reçues me disent qu'elles ont été consultées par des tradipraticiens qui tentent de donner d'autres explications sur l'origine de leur maladie ». Les tradipraticiens prétendent qu'elles sont victimes de mauvais sort.

Madame Danielle Bassène, Directrice du Centre Départemental d'Assistance et de Formation pour la Femme (CEDAF) de Kolda

« Nous essayons de rassurer les femmes durant l'hébergement »

Le Centre Départemental d'Assistance et de Formation pour la Femme (CEDAF) a joué sa partition dans la prise en charge des femmes atteintes de fistules obstétricales. Ces dernières sont hébergées dans ce centre avant et après l'intervention chirurgicale. « L'accueil est important. Nous les rassurons. Depuis deux ans, ces malades sont logées au centre », a expliqué la Directrice du CEDAF, Danielle Bassène. Le CEDAF est aussi présent sur le terrain de la sensibilisation. « Dans le cadre de nos activités, nous avons commencé à faire la sensibilisation pour prévenir les stigmatisations », a brossé la Directrice du CEDAF.

Pr Serigne Maguèye Guèye Chef du Service Urologie de HOGGY

« Ces camps d'opération de fistules nous permettent également de faire un transfert de compétences »

« L'objectif principal de notre mission n'est pas de venir opérer tous les cas dans une région. Il s'agit aussi de renforcer les capacités des prestataires qui sont sur place », a laissé entendre Pr Serigne Maguèye Guèye, à la fin du camp organisé à Sédhiou. Pour lui, la première étape de capitalisation de ces camps, c'est d'abord l'identification des cas simples avec l'implication des sages-femmes et leur opération par les spécialistes. L'universitaire regrette que des femmes porteuses de fistules attendent souvent durant 10 ans pour une opération de chirurgie qui ne dure que 10 minutes pour des cas simples. « Il y a des cas de fistules très simples qui peuvent être pris en charge par n'importe quel chirurgien généraliste, urologue ou gynécologue à condition que ces personnes soient formées pour les prendre en charge », a affirmé le professeur pour qui les fistules obstétricales restent un problème de santé publique dans les régions de Sédhiou, de Kolda et dans une moindre mesure dans celle de Ziguinchor.



Pour le Pr. Guèye, la réduction de la prévalence de la fistule passe par la surveillance des grossesses et la détection des femmes enceintes qui ne peuvent pas accoucher sans complication majeure. « Celles qui sont susceptibles de ne pas donner naissance de façon normale peuvent être envoyées dans des centres de santé ou des structures médicales capables de leur prodiguer le traitement qui sied », a suggéré l'universitaire.

L'autre défi à la prise en charge, c'est la stigmatisation de ces femmes dans ces régions. A vrai dire, la stigmatisation est une barrière à leur identification et à leur traitement. « Lorsqu'elles sont stigmatisées, elles ont peur de se dévoiler. Si l'on parvient à les identifier et à les orienter vers les centres de traitement, la plupart du temps, nous parvenons à les guérir », a assuré Pr Serigne Maguèye Guèye.

Une plateforme nationale pour harmoniser les interventions

L'Hôpital Général de Grand Yoff a abrité, 23 mai 2016, la célébration de la journée Internationale pour l'élimination de la fistule obstétricale sur le thème « Elimination de la fistule en l'espace d'une génération ». A cette occasion, le Ministère de la Santé et de l'Action sociale a présenté le plan stratégique et la plate-forme nationale pour l'élimination des fistules. A travers ces dispositifs, le Sénégal vise zéro cas de fistule à l'horizon 2030, a indiqué le Directeur de la Santé et de la Reproduction, Dr Bocar Mamadou Daff. La plateforme regroupe le ministère en charge de la Santé pour la prise en charge médicale, le Ministère en charge de la Femme qui intervient dans le volet réinsertion sociale, les ONG qui s'activent dans la prévention, l'identification, l'orientation et l'accompagnement des femmes victimes de fistules, et les partenaires techniques et financiers, notamment l'UNFPA.



Femmes guéries de la fistule

151

femmes porteuses de FO opérées
(sur une cible de 150)

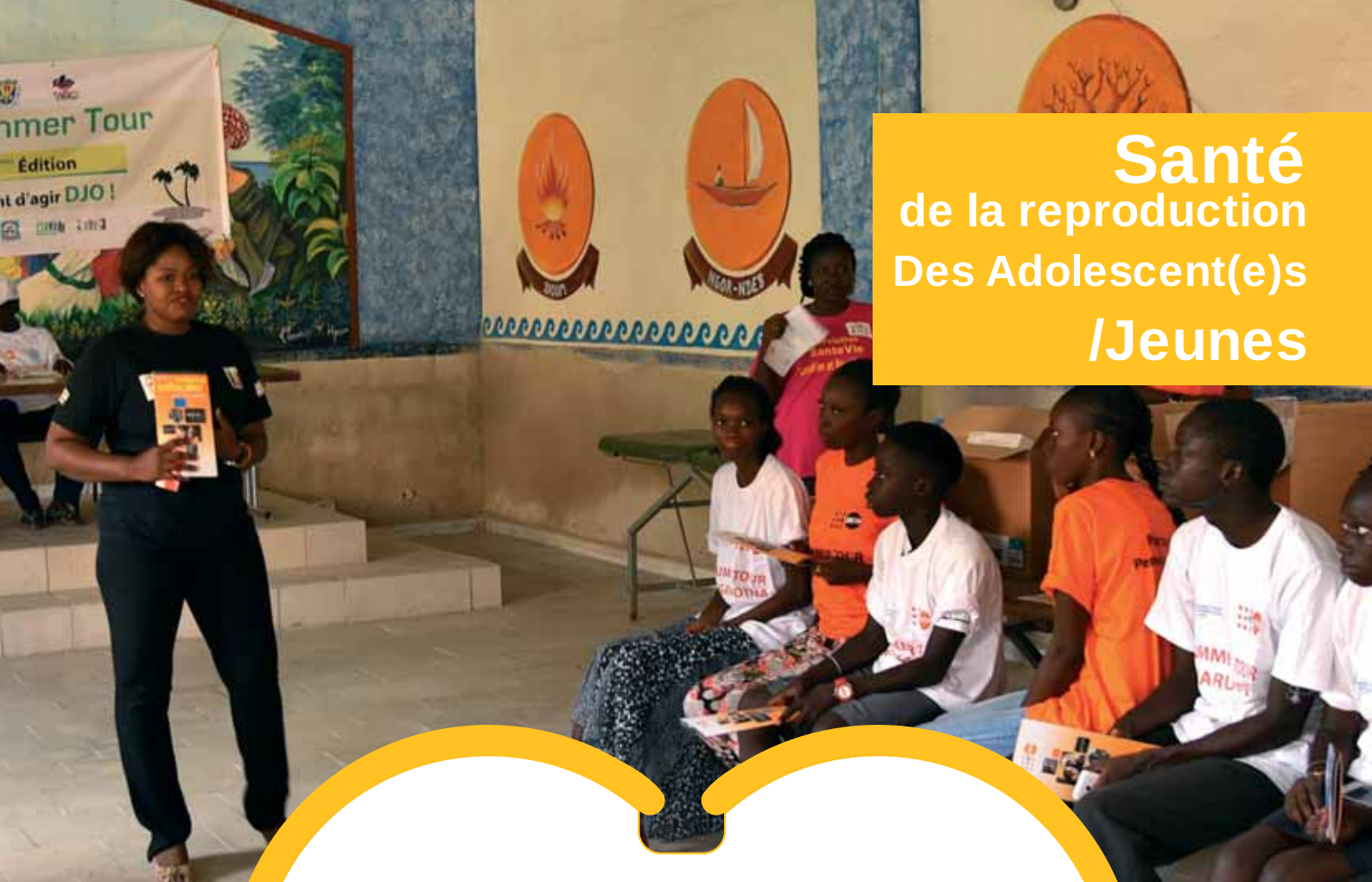
ASSANATOU CAMARA, un retour à la vie

Assanatou Camara vient de sortir d'un long isolement imposé par la société. C'est un retour à la vie. Tous les matins, elle se rend au marché de Kolda où elle écoule des légumes. « Je ne croyais pas que je pouvais guérir. Je ne croyais pas retrouver ma place dans la société parce que je ne pouvais pas me rendre là où je voulais. Maintenant je vends des légumes au marché tous les jours. C'est avec mes recettes que je nourris mes enfants », dit-elle d'un ton empreint d'émotion. Aujourd'hui, elle mène un nouveau combat : celui de l'amélioration de ses conditions de vie. Elle envisage de créer un groupe de femmes guéries de fistules pour qu'ensemble elles essaient de reconstruire une meilleure vie. « Si nous avons accès aux petits financements, nous pourrions nous faire un peu d'argent en menant des activités génératrices de revenus », s'exprime Assanatou Camara. Elle est prête à s'engager dans la sensibilisation pour lever les équivoques sur la fistule obstétricale.

FILIDIEYE KONTA, un nouveau combat sans tambour ni trompette

Filidièye Konta a passé toute la journée à la préfecture de Kolda. Elle a attendu son tour pour passer devant la commission chargée de confectionner des cartes nationales d'identité. Il y a 3 ans, cette dame ne pouvait pas passer plus de deux heures dans un espace public. Après l'intervention chirurgicale et sa guérison, elle vaque à ses préoccupations. De temps en temps, elle enfile le manteau de relais lorsque la circonstance s'y prête. « Les femmes victimes de fistules restent chez-elles et préfèrent se rendre discrètement chez les marabouts parce qu'elles ne sont pas informées. Si elles savent que c'est une maladie qui est soignée à l'hôpital, elles ne perdront pas du temps pour s'y rendre. Personne ne voudrait vivre durant des années en marge de sa communauté. Lorsque je suis informée qu'une femme présente les mêmes signes de la maladie que j'avais, je pars la conseiller et la convaincre d'aller à l'hôpital. Je lui dis que j'avais la même maladie. Toutes les femmes avec qui j'ai eu un entretien ont fini par choisir la médecine moderne pour se faire traiter », témoigne la dame. Elle n'était pas la seule durant l'épreuve. Filidièye avait la chance d'avoir sa famille et son mari à ses côtés.





Santé de la reproduction Des Adolescent(e)s /Jeunes

43 778

appels enregistrés entre le 12 août 2016
date de lancement et le 31 décembre 2016
(sur une cible de 10 000)

35 338

jeunes de 15-24 ans
dépiétés de VIH avec
les Centres Conseils Adolescents
(CCA) et Espaces Jeunes (EJ)
dans le cadre des Conseils
et dépietages volontaires
anonymes
(sur une cible de 30 000)

45 009

jeunes de 15-24 ans ont été
sensibilisés par les CCA et EJ
(sur une cible de 35 000)



GINDIMA « Eclairer moi » 200 365

L'UNFPA, en relation avec le Ministère de la Jeunesse et le Ministère de la Santé et en partenariat avec Votomobile a mis en place une ligne verte dénommée GINDIMA « Eclairer moi » 200 365 qui offre aux adolescent(e)s/jeunes des informations complètes et adaptées en matière de santé sexuelle et reproductive. La ligne a été lancée officiellement, le 12 Août 2016, lors de la journée internationale de la jeunesse, par le Ministre de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Construction citoyenne, Mame Mbaye Niang, le Ministre conseiller Youssou Ndour, la Représentante du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), Andréa Wojnar Diagne, dans le cadre des vacances citoyennes. Le service donne accès à des réponses adaptées aux besoins en santé sexuelle et de la reproduction des adolescents jeunes, basées sur les questions les plus pertinentes et fréquemment posées par les adolescent(e)s jeunes dans l'anonymat et la confidentialité. Le contenu de la librairie est accessible en français et en Wolof et est axé autour de 7 thématiques : (1) Cycle menstruel ; (2) IST et VIH/ SIDA ; (3) Anatomie et Puberté ; (4) Contraception ; (5) Grossesse ; (6) Violence, MGF et Abus ; (7) Sexualité.



210

Formations sur l'offre de services adaptés aux besoins des jeunes (sur une cible de 135)



Formation de formateurs à l'intention des prestataires de santé et membres de l'Equipe cadre de région et de district



155

Orientations du personnel sur le curriculum éducation sexuelle en milieu extrascolaire (sur une cible de 25)

Une réponse au déficit d'informations sur la santé sexuelle et reproductive

Dans la salle du Centre Conseil pour les Adolescents (CCA) à Kolda, les jeunes filles parlent des bienfaits de la ligne « Gindima » 200365. Cette dernière fait lever les barrières à l'accès à l'information aux jeunes sur les sujets qu'ils ne peuvent pas aborder avec leurs parents. Sylvie Diack, une pair éducatrice vante la ligne « Gindima ». « Lors des causeries que nous organisons, nous nous rendons compte que les filles ne discutent pas avec leurs parents. Ces derniers n'ont pas de temps. En plus, il y a un complexe d'aborder les questions liées à la santé sexuelle dans l'espace familial. Aujourd'hui, nous avons dépassé tous ces obstacles grâce à la ligne « Gindima ». Les filles reçoivent plus d'informations et de renseignements », indique Sylvie Diack.

L'absence de contact physique aide à libérer la parole. La fille ou le garçon pose plus de questions y compris celles qui sont sensibles. Avec cette ligne, on ne s'enveloppe pas du voile de la pudeur. Les jeunes posent des questions pour avoir le cœur net sur les sujets qui les intéressent ou intriguent. « Lorsque je suis interpellée et que je n'ai pas toutes les réponses, je conseille aux filles de recourir à la ligne « Gindima ». Je reçois des feedback des filles. Elles sont très satisfaites des réponses. Elles sont bien informées. Ce n'est pas évident qu'elles abordent toutes leurs préoccupations avec une pair éducatrice ou une confidente qui n'est pas toujours mieux informée », relève Aminata Diallo.

Près de 1718 personnes touchées par la Caravane de projection de la série « C'est la vie ! »



Emission
« SUMMER PENCC »
par et pour les jeunes



« **C'est la vie !** ». C'est le titre d'une série télévisée qui a comme toile de fond la communication pour le développement. C'est une initiative mise en œuvre par l'ONG RAES, financée par les Fonds Français Muskoka. La santé de la reproduction, la qualité des soins et les violences basées sur le genre sont les thématiques principales abordées par les acteurs de cette série. « C'est la vie ! », c'est d'abord un outil d'éducation à travers le divertissement. C'est ainsi qu'une caravane de projection de la série a sillonné 8 régions, du 09 au 31 août 2016. Elle s'est arrêtée dans les Centres Conseils pour Adolescents avec pour objectif de mobiliser et conscientiser les jeunes sur les questions de la santé de la reproduction. « Grâce à la série, nous osons discuter avec nos parents de l'excision, des méfaits des mariages d'enfants et des risques des Infections Sexuellement Transmissibles (IST) », a confié Adama Lajo Diallo, membre du club des jeunes filles de Bantagnel, un quartier de la commune de Kolda. Dans chaque localité visitée, la projection d'un épisode de la série est suivie d'échanges, animés par les responsables des Centres Conseils pour Adolescents. Le choix de la thématique obéit aux réalités du milieu. C'est ainsi que l'excision a été abordée à Matam et à Vélingara, le mariage d'enfant a été au cœur des débats à Kolda alors que la santé sexuelle et reproductive des jeunes était à l'ordre du jour à Saint-Louis. Par contre à Louga et à Tambacounda, les échanges ont porté sur le Vih/Sida, tandis que les violences basées sur le genre étaient inscrites au menu des discussions à Dakar. A Mbour, la thématique des IST a été abordée par les jeunes.

« **Summer Pencil** » est un programme éducatif ludique, diffusé sur la télévision nationale. Il offre aux jeunes un espace d'expression et de liberté durant les deux mois de vacances. L'idée est du réalisateur, Adams Sie, qui veut saisir les opportunités offertes par les outils numériques pour éduquer les jeunes sur les sujets qui les concernent.

« J'ai appris beaucoup de choses avec Summer Pencil. Avant la formation, je n'avais aucune idée sur comment on réalise une vidéo, ni la différence entre un long et un court métrage. En somme je n'avais pas mesuré l'apport des Tics dans la sensibilisation, pour la satisfaction des besoins en informations des jeunes et des adolescents en matière de santé de la reproduction », informe Safi Faye, une bénéficiaire de ce programme qui a ciblé les jeunes âgés de 12 à 18 ans.

Ces derniers ont été initiés à la réalisation des courts métrages (mini-sketch, mini-reportage) qui servent de support de sensibilisation de leurs camarades sur la sexualité, les mariages et grossesses précoces, les mutilations génitales féminines, etc. « L'objectif de ce programme, soutenu par l'UNFPA, a permis aux jeunes de réaliser plusieurs courts métrages de sensibilisation de qualité professionnelle », a apprécié Judith Ekwala, membre de l'équipe de production.

Recul des mariages et grossesses précoces à Bantagnel

Sur le compte du club des jeunes filles de Bantagnel, un quartier de la commune de Kolda, on dénombre au moins deux mariages précoces empêchés. Mieux leurs causeries, leurs visites à domicile ont entraîné une baisse des cas de mariages et des grossesses précoces.



Les mariages et les grossesses précoces perdent du terrain à Bantagnel. L'ex-présidente du club des jeunes filles, Oumou Barry, et ses camarades ont fait de la lutte contre ces pratiques leur cheval de bataille. « Les parents donnaient très tôt leurs filles en mariage parce qu'ils craignaient que ces dernières tombent enceintes. Les parents ne voulaient pas que l'honneur de la famille soit entaché. Actuellement, il y a peu de grossesses précoces dans ce quartier », explique Oumou Barry, née en 1992.

« J'ai pu empêcher le mariage précoce de deux jeunes filles. Lorsque j'ai été informée, nous avons travaillé et nous avons empêché que les mariages soient consommés », raconte Oumy Barry. Elle, Adama Lajo Diallo 20 ans, Salimata Bâ 18 ans, entre autres, membres usent de stratégies pour aborder ces sujets sensibles dans un milieu ancré dans la tradition. « Lorsque nous avons commencé la sensibilisation, certains parents disaient que nous voulions imiter les blancs. Mais au fil du temps, ils ont compris. Beaucoup savent qu'une fille qui se marie tôt peut avoir des complications lors des accouchements. Elle court plus de risques de perdre la vie que les autres femmes qui ont plus de 25 ans voire 30 ans », témoigne Adama Lajo Diallo.

Ces jeunes filles se font le point d'honneur de porter des tenues appropriées. Elles inspirent confiance au sein de leur communauté. « Nous avons appris comment se comporter, comment se faire respecter grâce aux formations reçues au Centre Conseil pour Adolescents (CCA). Une personne qui veut être respectée doit commencer à véhiculer un comportement qui va obliger les autres à vous respecter. Aujourd'hui nous sommes conscientes de notre responsabilité dans cette lutte », a laissé entendre Salimata Ba. Mais le chemin qui reste à parcourir est encore pavé d'embûches. Certaines familles religieuses sont encore réticentes aux messages des jeunes. L'espoir est tout de même permis.

AWA BALDE, pair éducatrice, Elle a convaincu ses parents à abandonner un projet de mariage précoce

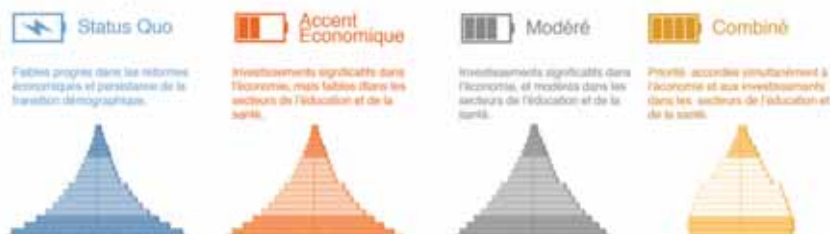
La pair éducatrice affiche une mine très détendue au Centre Conseil pour les Adolescents (CCA) de Kolda. La période de traumatisme est derrière elle. Cette lycéenne a vécu les pires moments de sa vie en 2013, lorsque ses parents, contre toute attente, avaient décidé de faire d'elle l'épouse d'un de ses oncles qui vit à Dakar. Awa Baldé avait senti la terre se dérober sous ses pieds. Mais l'ancienne lycéenne a refusé d'être sacrifiée sous l'autel de la tradition ou des us et coutumes. Elle a alors ouvert les négociations avec ses parents avec l'intervention des responsables du CCA de Kolda. « J'ai dit à mes parents que je voulais poursuivre mes études. Je n'étais pas prête à me marier », raconte Awa Baldé. Ses parents ont fini par renoncer. Awa a pu ainsi continuer ses études. Le 5 février 2017, elle a convolé en juste noce librement avec un homme de son choix. « Je me suis mariée depuis le 5 février 2017. Mais je continue à me battre contre les mariages et les grossesses précoces, et les violences faites aux filles », affirme Awa Baldé.

Population et développement

Comment tirer profit du dividende démographique ?



Quelles sont les options pour le Sénégal ?



Etude nationale sur le dividende démographique

Principaux bénéfices pour le Sénégal

Le Sénégal bénéficie de conditions favorables pour sa capture

Le rapport national sur le dividende démographique a été présenté officiellement le 10 juin 2016 lors d'une rencontre présidée par le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan, Monsieur Amadou Tidiane Bâ. Ce rapport a dégagé des pistes de la capture du dividende démographique par le Sénégal. Il est ressorti de l'étude que la baisse du taux de fécondité pourrait accélérer la croissance économique.

« Lorsque la fécondité et la mortalité diminuent de façon significative, la structure par âge change en faveur de la population en âge de travailler. Ce changement peut accélérer la croissance économique, grâce à une productivité accrue de la population en âge de travailler, si l'économie génère suffisamment d'emplois décents », a expliqué le Directeur Général de la Planification et des Politiques Economiques, Pierre Ndiaye. Pour le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan, « le Sénégal présente des conditions satisfaisantes pour la capture de la dividende démographique ».

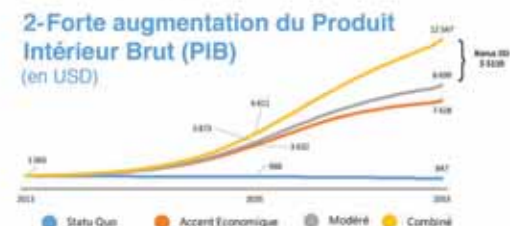
Si la croissance démographique du Sénégal est maîtrisée et que l'économie s'améliore, le pays peut bénéficier d'un dividende démographique important d'ici 2053. La meilleure stratégie pour atteindre cet objectif et les ambitions du PSE est d'adopter une approche de développement intégré qui combine des politiques publiques de réformes économiques et de création d'emplois décents, tout en réalisant des investissements importants dans le développement du capital humain de qualité et le renforcement de la gouvernance.

1-Augmentation significative de la population en âge de travailler (en millions de personnes)



Avec le scénario combiné il est possible d'obtenir plus rapidement une augmentation significative de la population en âge de travailler et donc une réduction de la dépendance. En d'autres termes, la part de la population dépendante (de moins de 15 ans) baisserait en passant de 42% en 2013 à environ 30% en 2053 tandis que celle de la population en âge de travailler augmenterait avec une valeur de 54% en 2013 contre 65% en 2053.

2-Forte augmentation du Produit Intérieur Brut (PIB) (en USD)



Si le Sénégal opte pour le scénario combiné, le pays parviendrait à maximiser son dividende démographique. Le PIB par habitant passerait alors de 1 065 USD en 2013, à 4 611 USD en 2035, puis à 12 547 USD en 2053. Ce scénario placerait le Sénégal parmi les pays émergents si l'on tient compte des classements actuels.

Les jeunes bien formés peuvent saisir les opportunités de développement

L'étude a formulé des recommandations pour mieux saisir des opportunités du dividende démographique. « Si le Sénégal met l'accent à la fois sur les réformes économiques, la gouvernance et les investissements dans les secteurs sociaux comme l'éducation, la santé, il pourrait bénéficier d'un dividende démographique qui se traduirait à l'horizon de 40 ans, par un gain du PIB de l'ordre de 5000 dollars par tête d'habitant », a indiqué Pierre Ndiaye. La Représentante-résidente de l'UNFPA au Sénégal, Madame Andréa Wojnar Diagne a, elle, décliné les rôles que les jeunes peuvent jouer dans le processus de transformation sociale. « Les jeunes en bonne santé, instruits, bien formés peuvent saisir les opportunités de développement », a-t-elle plaidé.



Visite du Directeur régional de l'UNFPA au Sénégal



Le Directeur Régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre UNFPA, au centre, à sa droite, honorable députés Mously Diakhaté, Anta Sarr, Bakhao Diongue directeur hôpital de Richard Toll et Andrea Diagne Représentant Résident UNFPA



Série d'échanges sur des préoccupations communes

L'exploitation des opportunités du dividende démographique a été au centre des rencontres avec le ministre, de la Jeunesse de l'Emploi et de la Construction Citoyenne, Monsieur Mame Mbaye Niang. L'occasion sied, pour le Directeur Régional de l'UNFPA de magnifier la collaboration entre ce département à travers les Centres Conseils pour Adolescents (CCA).

L'audience avec le ministre en charge du suivi du PSE, Monsieur Abdou Aziz Tall, a été une occasion d'affirmer cette volonté d'accorder davantage de place à la démographie dans le PSE alors que le Ministère de la Santé et de l'Action sociale, le Pr. Madame Awa Marie Coll Seck a réaffirmé que la Santé de la reproduction des enfants et des adolescents et la planification familiale sont au cœur des priorités de son département.

La protection des filles et leur maintien à l'école ont été abordés lors de l'audience accordée par le ministre de la Femme, de la famille et de l'Enfance, Mariama Sarr à la Délégation conduite par Monsieur Mabingué Ngom. La rencontre avec le Secrétaire Général du ministère des Affaires étrangères, Monsieur Mame Baba Cissé, a été une occasion pour magnifier l'exemplarité des relations entre ce département et l'UNFPA alors que l'audience avec la Première Dame, Madame Marième Faye Sall a été marquée par l'engagement de cette dernière à contribuer à l'élimination de la fistule obstétricale au Sénégal.

Plaidoyer pour la capture du dividende démographique

Le Directeur Régional de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, M. Mabingué Ngom, a effectué une visite officielle au Sénégal du 24 au 28 octobre 2016. Cette visite a été marquée par des séances de plaidoyer visant à renforcer l'engagement des autorités, des partenaires techniques et financiers, des organisations de la société civile dans une perspective de faire des femmes et des jeunes des acteurs clés de la capture du dividende démographique.

Dans la Délégation figuraient le Directeur régional de l'IPPF, M. Lucien Kouakou, des parlementaires, l'honorable député Mously Diakhaté par ailleurs coordonnatrice du Réseau des parlementaires en population et développement, et l'honorable député Anta Sarr, des membres d'Afriyan, et du Mouvement d'Actions des Jeunes, des représentants des ministères en charge de la Santé, de l'Economie, de la Représentante Résidente de l'UNFPA Sénégal, Madame Andréa Wojnar Diagne et du staff de l'UNFPA Sénégal et du Bureau régional.

Sur le terrain, à Saint-Louis, le Directeur Régional de l'UNFPA a eu une idée nette des approches novatrices mises en œuvre par les partenaires nationaux avec l'appui de l'UNFPA et le soutien de la Coopération Luxembourgeoise pour faciliter l'accès aux services de Santé de la Reproduction des Adolescents Jeunes (SRAJ) et la planification familiale.



31

agents ont été formés sur l'analyse et l'utilisation des données désagrégées sur les adolescents /jeunes ou les violences basées sur le genre

Rapport et base de données EDS-Continu 2015 disponible, grâce au partenariat avec USAID

Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) érigée en Centre de Référence les recensements électroniques en Afrique Francophone

Mutilations Génitales Féminines & Mariages d'enfants

631

leaders femmes, hommes et jeunes formés sur l'approche Droits Humains (sur une cible de 230)



17

rencontres inter-villageoises Sénégal.

ont touché :

1298 participants

L'objectif de ces rencontres est de fédérer les communautés afin de trouver des voies consensuelles pour aboutir à un changement social positif avec le soutien d'une masse critique de communautés en faveur de l'abandon de l'excision et des mariages d'enfants.



9

rencontres transfrontalières

ont touché :

1596 participants

entre le Sénégal et les pays frontaliers de la Gambie, la Mauritanie et la Guinée Bissau

57 659

lycéens et collégiens

(dont 31.588 filles et 26.071 garçons) ont bénéficié de 1388 sessions éducatives sur les violences basées sur le genre, y compris les MGF/E, ainsi que de services et conseils en santé de la reproduction et MGF, à travers les Clubs EVF.



23 000 personnes touchées à travers la Campagne avec les Champions en 2016



De la gauche vers la droite, les artistes Feu Ablaye Mbaye, Baba Maal, la Représentante Résidente de l'UNFPA Sénégal, Mme Andréa Wojnar Diagne, la chanteuse, Coumba Gawlo Seck et la députée, Aminata Diallo.

Les artistes sont des alliés de taille dans la campagne pour l'accélération de l'abandon des mutilations génitales féminines et des mariages d'enfants. C'est pour cela que l'UNFPA a poursuivi sa stratégie de mobilisation des « Champions », par le biais de la musique, pour mieux faire connaître ces pratiques néfastes au grand public, informer et sensibiliser davantage de personnes, surtout les jeunes.

Accélération de l'abandon de l'excision et des mariages d'enfants La partition de l'artiste Baba Maal dans le Nord du pays

UNFPA a soutenu la tournée de sensibilisation de l'artiste de renommée internationale Baba Maal « oui à l'abandon de l'excision et des mariages d'enfants dans la région de Matam » à travers l'organisation de concerts gratuits à Nguidjillogne et Wouro Molo. Ces concerts entrent dans le cadre de son programme annuel d'animation qu'il organise dans le nord du Sénégal, notamment le Festival des Blues du Fleuve. Cet événement constitue une occasion pour l'artiste engagé et passionné pour le développement économique et social des régions du Nord à s'investir dans les questions de pauvreté, des mariages d'enfants, la scolarisation des filles, l'excision et la campagne contre le VIH/SIDA au Fouta. Dans les villages ciblés par la tournée, l'artiste a effectué des visites à domicile auprès des autorités scolaires religieuses, des chefs de village, des Imans, des associations de jeunes et des relais communautaires.



Ces derniers et l'artiste ont échangé sur la situation de l'excision et des mariages d'enfants. En dehors des visites auprès des leaders, les concerts ont constitué des moments forts pour le champion pour lancer un cri du cœur à l'endroit de la communauté, des parents et des jeunes sur ces questions. Plus de 6000 jeunes des deux localités visitées ont apprécié l'appel émouvant du champion et se sont engagés à soutenir ce combat.

#TouchePasAmaSoeur : Les jeunes leaders portent leur plaidoyer auprès de Maître GIMS lors d'une rencontre à Dakar

En marge du concert-événement de l'artiste franco-congolais Maître GIMS, une rencontre avec des jeunes leaders sénégalais, issus de divers mouvements associatifs, a eu lieu le 24 Décembre dernier à Dakar, en soutien à la Campagne #TouchePasAmaSoeur pour l'accélération de l'abandon de l'excision et à la promotion de la Ligne verte d'information GINDIMA « Eclaires-moi » sur la santé sexuelle et reproductive des jeunes.

La rencontre a été organisée, sous l'égide du Bureau Sénégal du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), en collaboration avec Dixon Tv. Elle a mobilisé plus d'une vingtaine de jeunes leaders. Elle avait pour objectif d'échanger avec Maître GIMS sur les questions de l'excision et des mariages d'enfants, et surtout porter leur plaidoyer auprès d'un champion international. « Nous comptons sur vous pour porter notre message et nos préoccupations aussi loin que vous le pourrez. Soyez notre porte-parole. Soyez notre champion pour une cause qui aidera notre futur et le bien-être des populations de ce pays et continent, car nous, les jeunes, représentons la majorité » a dit, Fatoumata Bintou Massaly, présidente de l'association AFRIYAN Girls. « Je suis extrêmement touché d'écouter les réalités des jeunes aujourd'hui. Je suis avec vous » a répondu Maître GIMS qui a saisi l'occasion pour réaffirmer le message de la campagne dans ses propos : « TouchePasAmaSoeur et mettons fins au MGF ! » a-t-il proclamé.



De droite à gauche Maître Gims, Promoteur de l'événement, Lydie Sanka Coordonnatrice programme excision et Laly Guéye Ndoye, Chargé de programme SRAJ

Noël des enfants sous le signe de l'abandon
de l'excision et des mariages d'enfants
La diva Coumba Gawlo Seck toujours
engagée sur le front avec de belles notes

La protection des droits des filles mobilise toujours l'artiste, Coumba Gawlo Seck. Depuis une douzaine d'années, elle célèbre la fête de Noël avec les tout-petits, les jeunes et leurs familles. Ce moment de communion est mis à profit par la chanteuse pour faire passer des messages qui accrochent le public. L'édition de 2016 a été placée sous le thème : « Oui à l'abandon de l'excision et aux mariages des enfants ». Sous une forte affluence, elle a engagé le public tout acquis à la cause.





Le Représentant Résident Adjoint de UNFPA M. Boureima Diadié, lors d'une cérémonie de déclaration d'abandon de l'excision et des mariages d'enfants

Tendance positive vers l'abandon de l'excision

Selon les données de l'Enquête Démographique de Santé de 2015, une fille (de moins de 15 ans) sur sept au Sénégal (14.6%) est excisée.

Ce taux qui traduit des progrès notables dans l'abandon de la pratique de l'excision si l'on se réfère à la prévalence chez leurs aînées (24% des 15-49 ans) - et si l'on sait que deux tiers des femmes excisées l'ont été avant l'âge de 5 ans et 85% avant l'âge de 10 ans, cache cependant de grandes disparités selon les ethnies et les régions.

Ainsi, plus d'un tiers des filles de moins de 15 ans des ethnies soninke (39%), diola (38%) et mandingues (37%) sont excisées contre 31% des pular et 0.5% chez les sérères et les wolofs.

« TOUCHE PAS A MA SŒUR » Les filles de Kolda en première ligne

Peu après 15 heures, des jeunes filles arrivent les unes après les autres au CCA de Kolda. C'est leur point de convergence tous les mercredis après-midis. Elles sont environ une quarantaine. La timidité de quelques unes contraste avec l'énergie de la masse. Elles sont toutes engagées contre « leurs ennemis communs » qui ont pour noms « mariages et grossesses précoces », « mutilations génitales féminines ». Leur ton est révélateur de leur conviction. Certaines d'entre elles n'ont pas encore repris leur haleine après la campagne baptisée : « Touche pas à ma sœur ». « Nous voulons à travers cette campagne protéger les filles contre les mariages et les grossesses précoces, contre les mutilations génitales. Nous avons mis l'accent sur les conséquences de ces pratiques », dévoile Assy Diamanka.

Sa camarade Fanta Baldé embouche la même trompette. Sur le terrain, rapporte-t-elle, nous avons organisé des séances d'information pour conscientiser les populations. Sur ces entrefaites, Josiane Biaye place quelques mots : « A travers cette campagne, il a été demandé aux jeunes filles si elles sont prêtes à dénoncer les cas d'excision ? ». Les réponses des filles ne souffrent d'aucune équivoque. D'ici 2030, ces acteurs souhaitent que certaines pratiques disparaissent dans la région de Kolda, région fortement impactée par cette pratique néfaste. « Nous voulons qu'en 2030, qu'il y ait zéro excision, zéro mariage et grossesse précoce. Nous mettons l'accent sur les causes et les conséquences de ces drames lors des causeries », a fait savoir Boun Oumar.

OUMOU HAWA BALDE, VICTIME DE L'EXCISION

Les convictions d'une militante qui veut éradiquer les violences faites aux filles

La jeune Oumou Hawa Baldé a la tête couverte d'un foulard. Pourtant elle dénonce à visage découvert les mariages, les mutilations génitales féminines et les grossesses précoces. Lorsqu'elle parle de ces questions, elle transmet à la fois la compassion et l'énergie. Oumou Hawa Baldé est une figure de la lutte contre les violences basées sur le genre. « Parfois lorsque je pense à la souffrance que j'ai endurée, je regrette d'être née fille. Je jure que je dénoncerai tous les cas d'excision même si l'exciseuse est ma mère », a prévenu cette pair éducatrice.

C'est un vigile qui veille sur toutes les formes de pratiques contraires à l'épanouissement des jeunes filles. Lorsqu'elle était présidente du club de son quartier, Oumou Hawa Baldé a géré plusieurs cas délicats. Elle avait empêché un projet de mariage entre un homme et une écolière âgée de 13 ans et qui était en classe de CM2. « A Sinthian Demba, une famille avait planifié de donner une de ses filles qui n'avait pas d'extrait de naissance en mariage à un homme qui était leur parent. L'écolière était devenue subitement malade. Depuis que j'ai été informée, avec le CCA, nous avons tout fait pour empêcher que la fille soit mariée », raconte avec fierté Oumou Hawa Baldé.



Les rappeurs donnent de la voix

Les rappeurs de la région de Tambacounda apportent leur touche à la lutte contre les mariages et les grossesses précoces, les mutilations génitales. Les chansons de ces lauréats du concours du meilleur “tube oriental” (Chanson) ont accroché bien des personnes dans la commune de Tambacounda et dans des contrées les plus reculées

Le concours du meilleur tube oriental a été le déclic. Les rappeurs donnent de la voix à la lutte contre les grossesses et les mariages précoces et les mutilations génitales féminines. Le duo Seydou Mbow surnommé Zey On et Aboubakry Sedhik Guissé appelé aussi Beuzz 2 G, deux lauréats du concours se font l'avocat de leurs sœurs. Leurs chansons sont une incitation à la dénonciation des viols.

« Nous disons aux filles qu'elles ont un espace où elles peuvent dénoncer l'affaire : c'est le tribunal. Nous disons que les auteurs ne peuvent plus bénéficier de l'impunité et qu'ils peuvent être condamnés », racontent-ils. Le jeune rappeur Milk Gun, est arrivé 3e au concours. Sa chanson fait écho au drame des filles victimes d'excision. Dans son texte, Milk Gun bat en brèche les théories empiriques invoquées pour justifier et légitimer la pratique de l'excision. « Ce n'est pas en excisant une fille qu'elle s'abstiendra ou qu'elle préservera sa virginité. L'excision marque à jamais les victimes », clame Malick Guèye. Son binôme, Seydou Bodian évoque la souffrance qu'endurent les filles, les maladies qu'elles peuvent contracter après l'excision. Le concours a poussé ces jeunes à retrousser leurs manches pour combattre ces fléaux.

Ce n'est plus un engagement de circonstance pour Dicksa Link, deuxième du concours. Ce rappeur est une victime collatérale des mariages précoces. Son combat contre ce fait de société remonte au jour où sa copine lui avait annoncé la bouleversante nouvelle : « Un beau jour, ma copine est venue m'informer que ses parents ont décidé de la donner en mariage à un homme qu'elle n'aime pas. Elle s'était battue en vain pour convaincre leurs parents de la laisser faire son choix. Je suis intervenu. Malgré tout, ses parents ne sont pas revenus sur cette position. Depuis lors, je me suis engagé dans la lutte contre les mariages précoces », raconte Dicksa Link.

Investir dans la jeunesse pour bénéficier du **dividende** *démographique*



UNFPA

‘ Réaliser un monde où chaque grossesse est désirée, chaque accouchement est sans danger, et le potentiel de chaque jeune est accompli. ’



Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA)
Immeuble Wolle Ndiaye, Route du Méridien
Président Almadies-Dakar, Sénégal
Site Web : www.senegal.unfpa.org
Facebook : [unfpasenegal](https://www.facebook.com/unfpasenegal)
Twitter : [@UNFPASenegal](https://twitter.com/UNFPASenegal)